CR 47
Agriculteurs Responsables
Février 2018
n°191

100% PAYSANS

Le journal de la Coordination Rurale 47

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles » Sénèque

« Ne restez pas seul, la meute est là »

Extrait du discours d'Éléna Roux à l'Assemblée Générale de la CR47 vendredi 9 février 2018 à Lauzun

Je suis comme vous, je n'y connais rien à ce qui tourne autour des tribunaux ; un monde dans le monde, presque celui de Molière sauf que la place peut coûter cher. Je reviens juste sur trois affaires qui ont fait l'objet de jugements en 2017 et 2018, que je classe en sécurité, liberté et dignité.

JUSTICE ET SÉCURITÉ

En juin 2017, nous entourions un collègue agriculteur qui, pour sauver sa vie, s'est fait sectionner le triceps gauche. Passé rapidement en jugement le mois suivant, la partie civile plaidait pour un acte terroriste. Madame le Procureur, soit l'État, a rejeté ce fondement et a fait le jeu de la défense. Et oui, point d'uniforme ! Un simple paysan qui travaille la terre de France. Fin 2017, à la suite d'un autre jugement, l'agresseur (présumé, comme diraient les journalistes) possédant des images sanglantes de décapitation… s'est vu lavé de tout soupçon d'incitation à la haine et a ainsi été relaxé et relâché peu avant une confrontation avec notre ami devant le juge, le mois dernier. Il ressort plusieurs points :

L'État français ne protège pas ses citoyens. Puisque Kamal Belbakkal, fiché S, a dit devant les gendarmes sa haine de la France et sa joie lors des différents attentats touchant le sol français,[...] il circule maintenant en toute impunité. Les journalistes, lors de sa relaxe, n'ont eu de cesse d'illustrer leurs articles de la photo de la victime et des différents témoins mais point de trace de la bobine de Kamal. Un homme dangereux se balade et nous ne savons pas quelle tête il a ! L'origine du conflit remonte au « commerce » qu'effectuait en campagne Monsieur Belbakkal, assigné à résidence. Ainsi, nos paisibles campagnes deviennent des lieux de villégiature pour le trafic de drogue. Attention aux mauvaises rencontres !

JUSTICE ET LIBERTÉ

Je vous lis un article de presse paru début octobre 2017, au ton rabaissant et infantilisant. *« Entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2015, un exploitant agricole de nationalité belge, son père et le patron d'une entreprise de travaux publics ont pris la liberté de raser deux kilomètres de haies, de défricher 8 hectares de bois et de bosquets dans le but unique d'avoir des parcelles homogènes[...]. Jusque-là, cette histoire n'avait rien à faire à la barre du Tribunal Correctionnel si les agriculteurs avaient respecté les termes d'un arrêté préfectoral qui borne ce genre de travaux agricoles[...]. À l'audience, le Président du Tribunal Correctionnel, Bertrand Quint, évoquait « un abattage massif » d'arbres, un écobuage « avec des flammes de 10 mètres » et une pétition des riverains, forte de 280 signatures en guise de protestation contre ce défrichage taille XXL[...]. Se pensant dans son bon droit, Jan, 34 ans, pensait avoir le droit de le faire. « Je n'arrache pas des haies pour le plaisir » explique ce Belge arrivé en France depuis moins de dix ans.[...] « Si on ne peut pas utiliser la bonne terre, où peut-on mettre les cultures ? » Loin de faire son mea culpa, l'agriculteur a revendiqué de pouvoir mener son exploitation comme il l'entend. Normal ! L'argument n'a pas franchement convaincu le tribunal, encore moins le Ministère public[...]. La Procureure de la République, Béatrice Neveu, allait dans le même sens[...]. Le Tribunal Correctionnel a condamné le père et le fils à 15000 € d'amende avec sursis, 3000 € à verser à l'association Sepanlog, partie civile* (ils sont partout quand il y a des sous à prendre, ceux-là). *Surtout, l'exploitant a l'obligation de remettre en état 4 kilomètres de haies[...]. S'il ne se résout pas à appliquer cette obligation à l'issue des douze premiers mois, cela peut lui coûter 150 € par jour d'astreinte. Il peut faire appel de la décision du Tribunal Correctionnel* (ouf !). »

JUSTICE ET DIGNITÉ

Sujet sensible de la garde des enfants suite à une séparation conjugale. Le tribunal a récemment débouté un agriculteur de sa demande de garde d'enfants. Voici une partie du compte-rendu d'audience : *« [...]Monsieur X est agriculteur et il n'a pas, de ce fait, la disponibilité nécessaire (tant dans la gestion des horaires que du suivi médical engagé à l'égard des enfants) dans le cadre d'un tel système[...]. »*

Cela amène plusieurs réflexions :

1 - [...]Nous apprenons qu'un agriculteur n'a, de fait, aucune maîtrise de son temps de travail et ne peut se dégager des temps de disponibilité pour accompagner ses enfants. Pour notre part, avec mon mari, ce choix de vie s'est fait justement pour la qualité de vie familiale et pour la liberté de ne pas avoir à justifier son travail et son temps. Ainsi, il faut être chômeur ou fonctionnaire pour avoir des enfants.

2 - Le refus de la garde alternée prive délibérément ces enfants de repères stables et sécurisants avec leur père. Cela entraîne un suivi médical plus important pour les enfants. La mère, devant rester disponible pour mener ses enfants d'un rendez-vous à l'autre, risque de plonger dans une précarité économique.

3 - Autre réflexion : un tiers des agriculteurs sont des agricultrices. Par souci d'égalité, prenons le cas contraire où Madame se voit refuser la garde alternée de ses enfants à cause de son activité agricole. Vous y croyez ? Moi, non. L'enjeu serait donc ailleurs. En se cachant derrière des justifications de bien-être pour les enfants, même *« s'il est établi que l'attachement du père pour ses enfants est réel »*, l'équilibre des enfants entre des bras maternels et paternels est galvaudé. Serait-ce une volonté de retirer les enfants à leur père ? *(Il convient dès lors de débouter Monsieur)*. Messieurs, vous ne seriez réduits qu'à être des géniteurs !

EN CONCLUSION

Nous n'avons pas d'uniforme mais une cotte de travail, moins prestigieuse mais tout aussi honorable. Nous avons à notre actif, par notre travail et les emplois induits, une bonne participation au PIB de notre pays. Et, grâce à nous, de bons produits à déguster remplissent les assiettes de nos concitoyens. Mais cela ne vaudrait rien ?! Dans un pays qui se veut progressiste, il est stupéfiant de constater ce besoin conservatiste autour de la terre. C'est l'excès inverse. Serait-ce la nostalgie du paradis perdu ? La nature doit rester vierge de toute empreinte humaine. Compliqué ! Enfin, ras-le-bol d'opposer les hommes et les femmes, ou, les femmes et les hommes par principe d'égalité ! Nous sommes différents et complémentaires, c'est ainsi fait !

Nul, finalement, n'est à l'abri d'un passage à la barre. Ne restez pas seul ! La meute est là.

Manifestations 2-3
Discours à l'AG CR47 2018 4-5
Discours à l'AG CR47 2018 6
C'est vous qui le dites 7
Informations - Adhésions 8

Blocage voie ferrée et rond-point de Fauillet le 30 janvier 2018

Un étranglement fatal

La Coordination Rurale 47 a manifesté les 30 janvier, 2 février et 7 février derniers pour l'abandon du projet de nouvelle carte des Zones Défavorisées. Projet assassin pour le département du Lot-et-Garonne, il entraînerait la disparition de tout élevage dans les coteaux nord, puisque ceux-ci ne seraient plus bénéficiaires de l'ICHN (Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels).

Rappelons qu'en Lot-et-Garonne, cette aide, c'est 603 bénéficiaires pour 3,3 millions d'euros.

La nouvelle carte en prévision excluait 352 bénéficiaires, soit une perte sèche de 1,9 million d'euros.

Sous la pression de l'Europe, l'État français sacrifie peu à peu son agriculture. La dérégulation de tous les marchés, lait, céréales, viande, sucre, etc., les accords commerciaux signés avec le Canada (CETA), l'Amérique du Sud, laissent libre cours à un commerce déloyal. Les contraintes réglementaires, sociales, environnementales ne sont en effet pas les mêmes dans ces pays dont on importe massivement les produits, et dont la qualité n'est pas contrôlée !!! Des prix en baisse constante, des coûts de production en hausse génèrent des marges négatives dans quasiment toutes les productions depuis plusieurs années.
Les agriculteurs ont également manifesté pour dénoncer cet étranglement fatal.

Agen le 2 février 2018 : blocage rond-point du péage autoroutier, visite des banques avec les manifestants.

Blocage rond-point du péage autoroutier à Damazan le 2 février 2018

Blocage rond-point du péage autoroutier à Marmande le 2 février 2018

100% Paysans - Coordination Rurale 47 - 271 rue de Péchabout - 47008 AGEN Cedex
tél : 05.53.87.90.14 - 47@coordinationrurale.fr - fax : 05.53.87.92.74

40 à 60 % des revenus

Les agriculteurs se sentent abandonnés et manifestent leur colère. L'Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels (ICHN), nécessaire à leur survie, représente entre 40 et 60 % de leur revenu ; sa suppression entraînerait leur disparition.

Agen le 7 février 2018 : blocages au Pont de Pierre, au rond-point du péage autoroutier et devant la MSA.

Barrage à Castelculier le 7 février 2018

Alors que la CR47 se mettait sur le pied de guerre, son Président, Patrick Franken obtenait de haute lutte un rendez-vous ministériel, initié par la région Occitanie également concernée et mobilisée sur le sujet.
Une délégation de responsables syndicaux, dont Sylvie Girard, Présidente de la Coordination Rurale Nouvelle-Aquitaine et Vice-Présidente de la Chambre d'agriculture 47 était allée s'expliquer à Paris, avec le Ministre Stéphane Travert.

Barrage à Castelculier le 7 février 2018 (suite)

Blocages de ronds-points à Marmande le 7 février 2018

Issue des négociations du 7 février dernier à Paris

Grâce à votre mobilisation musclée en Lot-et-Garonne, le Ministre de l'Agriculture a consenti à ce que la carte des Zones Défavorisées Simples soit remise à plat. Si le zonage dernièrement négocié aboutit - et c'est en bonne voie - le Lot-et-Garonne aura limité les dégâts : 21 communes sortiraient du zonage et 37 communes y entreraient. Sans votre présence et votre soutien sur le terrain, plus d'une centaine de communes auraient été définitivement déclassées. Un grand merci à tous ! Restez tout de même vigilants et prêts à ressortir !

Extrait du discours introductif de Patrick Franken

Monsieur le Maire, Messieurs les conseillers municipaux, merci de votre accueil.[...] Au menu ce soir, que des produits locaux : nés en Lot-et-Garonne, élevés en Lot-et-Garonne, abattus en Lot-et-Garonne, mangés ce soir en Lot-et-Garonne. Cela s'appelle de l'économie circulaire[...]. Les années se suivent, et nous sommes toujours là, plus nombreux chaque année. Merci d'y être si fidèles. Pour ceux qui vous représentent et vous servent, c'est un grand moment de satisfaction, une récompense, de voir cette salle pleine. Je croyais devoir saluer la présence de nos trois nouveaux députés, mais visiblement, seul le député de la deuxième circonscription, Alexandre Frechi est parmi nous ce soir. Jusqu'alors tous étaient quasiment inconnus, et ce n'est pas leur faire offense que de dire cela, car je crois au renouvellement. On a échangé avec eux sur le dossier des Zones Défavorisées. Ils ont la candeur de ceux qui croient tout possible et pas l'embourgeoisement de ceux qui collectionnent les mandats. Mais cela viendra.[...] Merci également à Monsieur Bianchi, Sous-Préfet de Marmande, d'être présent ce soir. Merci à Raymond Girardi du Conseil Départemental ainsi qu'aux représentants de l'Administration, Mesdames Chabrillanges et Perthusot, Monsieur Pillet qui, courageusement, viennent sur notre terrain. Je salue également Monsieur Chanfreau, Directeur des Établissements Publics d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole du Lot-et-Garonne.[...]

L'action syndicale est utile.

Il est compliqué de retenir votre attention en égrenant les événements de l'année qui concernent l'agriculture. Ils génèrent souvent le pessimisme. Pourtant, l'exercice est incontournable. L'action syndicale est utile. On peut en douter parfois, car on n'en mesure pas toujours immédiatement les effets. Rien ne sert à rien. Trois manifestations depuis huit jours ; les services de l'ordre public en ont perdu le sommeil ![...] Trois sorties qui redonnent un peu d'espoir aux éleveurs du département concernés par les Zones Défavorisées, grâce à quelques tonnes de pneus partis en fumée... Efficace le pneu... pour se réchauffer... entre autre. Je parle bien d'espoir car nous savons que les promesses de Paris n'engagent que ceux qui y croient. Soyons optimistes tout de même, mais restons vigilants et prêts à en découdre de nouveau si on nous avait menti encore une fois.[...] Je remercie ceux qui ont organisé et géré les barrages, à trois reprises. Merci aux nombreux participants, de tous bords, qui sont venus grossir les troupes, avec un paquet de jeunes pas fainéants. Ils nous bousculent et ont bien raison de le faire. Ce sont les signes d'une grande solidarité mais hélas aussi d'un malaise certain. Le malaise est aussi de devoir revendiquer des primes... alors que ce sont des prix que l'on veut. Mais n'ayons pas honte, nous ne sommes pas les créateurs de ce système pervers. Pas de scrupule même si certains s'essayent à nous en donner. Notre travail, nous le faisons du mieux possible. Soyons-en fiers ! Pour d'autres raisons encore, l'élevage est en danger. L'humanité aussi. L214, vegan, et j'en oublie. Ils ont été le fil rouge de nos actions syndicales. On en entend trop parler, pourtant, ils ne sont personne. Sournoisement, leur idéologie avance surfant sur l'hypersensibilité qui caractérise notre époque où rien ne manque. Ils veulent bouleverser la hiérarchie du règne animal où trône naturellement, normalement, l'espèce humaine. La pensée rétrécie, l'humanité avec. Ne rien faire serait coupable. Chaque fois que toutes ces associations se risqueront sur notre terrain, comme à Agen au sujet du foie gras, ou à Bazas devant les abattoirs, nous devrons être présents. C'est un devoir.[...] Les caméras dans les abattoirs, c'est eux. On n'a rien à cacher dans les abattoirs. Sur les images qu'elles fournissent, il n'y a rien de tragique. S'en réjouir est anormal, s'en émouvoir est déplacé. Gardons notre sensibilité pour des malheurs qui en sont. Ces caméras ne seraient-t-elles pas plus utiles dans les hôpitaux et dans les maisons de retraite à veiller au bien-être humain ? Mais, mettons cela sous le tapis...

Autre sujet, pas si éloigné tellement ce sont les mêmes idéologies qui transpirent : le lac de Caussade. Le respect de l'environnement, sur son autel, on sacrifie le bon sens. 100 000 € !!! Sans frémir, voilà ce que l'on nous oblige à dépenser pour déplacer quelques tulipes jaunes, sauver des capricornes, et quelques chauves-souris, dont on pourrait croire qu'ils sont les derniers spécimens de l'univers alors qu'il n'en manque pas. C'est le passage obligé pour faire le lac de Caussade. Ce manque de bon sens révèle la démence ou pire la mauvaise foi de ceux qui en sont à l'origine. [...] L'économie, ils s'en moquent. Ils ne payent pas le prix de leur exigence. Pour nous, forces vives de la nation, respectables, responsables, il est insupportable de devoir se soumettre ainsi, tels des élèves que nous ne sommes plus. Mais nous passerons outre toutes ces barrières illégitimes[...]. Plus grave, un sujet qui trouble nos campagnes que l'on croyait si paisibles. Parmi nous se trouvent ce soir Yves et David, victimes de l'agression dont tout le monde a eu connaissance l'été dernier. Yves, David, vous avez le soutien de tous ici. Dans les semaines qui viennent, nous seront là, tous, à Agen ou ailleurs, lorsque la justice fera enfin son travail.

L'ours d'or est décerné à ...

Yves Cerisier, Directeur-adjoint à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) du Lot-et-Garonne. Sa gestion hasardeuse de la grippe aviaire et ses entraves à l'activité de l'abattoir de Villeneuve-sur-Lot ont fait de lui le lauréat de la cérémonie.

Je ne peux pas ne pas parler des prochaines élections Chambre d'agriculture début 2019.

[...]Serge entame sa dernière année à la présidence. Rassurez-vous... C'est la dernière année... de son premier mandat... Il ne le sait pas encore, mais il va se représenter à l'insu de son plein gré. Incontestablement, c'est le souhait de tout le monde ici. Quel président ne rêve pas d'un tel plébiscite ? Alors, oui, Serge tu n'as pas le choix... Bien sûr, on dit généralement que l'on ne se fait pas réélire sur un bilan mais, le tien Serge, le nôtre le vaut bien : l'abattoir ; le dispositif anti-grêle ; le lac de Caussade ; le MIN... avec juste une offre de service et pas une OPA, comme certains l'ont mal compris ; l'Organisme Unique géré à minima comme il se doit et comme nulle part ailleurs, dans l'intérêt des irriguants ; bientôt, le photovoltaïque et bien d'autres sujets. Tout ceci avec l'argent des paysans du Lot-et-Garonne pour les paysans du Lot-et-Garonne. Le budget de votre outil est parfaitement géré. Tous ces projets sont devenus ou deviennent réalité sans rien sacrifier à la qualité de service et à la disponibilité des agents de la Chambre d'agriculture, sous la direction de Laurent Magot. Mesurez-bien qu'ici, ce n'est pas comme ailleurs. Alors dans un an, tous derrière Serge et lui devant le petit cheval blanc !

On a le bon vin, on a le bon pain, des blés dans les champs pour au moins mille ans.

100% Paysans - Coordination Rurale 47 - 271 rue de Péchabout - 47008 AGEN Cedex
tél : 05.53.87.90.14 - 47@coordinationrurale.fr - fax : 05.53.87.92.74

« Pas de mémoire, PAS DE PAYSAN »

Nous sommes le 9 février 1918

Quatrième année de guerre. Sur le front, rien à signaler. Exercez votre mémoire, rappelez-vous les récits des vieux il y a 100 ans parce qu'ils étaient paysans. Les fondations de l'agriculture, de ce pays, du Lot-et-Garonne, ont été creusées dans les tranchées. Nous en sommes les héritiers, les dépositaires, y compris, et surtout, les italiens si nombreux dans ce pays de Lauzun. Vous êtes venus combler les manques, remplacer les morts pour que la terre ne manque pas de bras. Notre passé est commun. Nous avons eu la Marne, vous avez eu Caporetto. Tous en commémoration ici ce soir, ayons un moment, une pensée pour toutes les vies bouleversées.

Retour en 2018

Qu'auraient-ils pensé de ce monde nos paysans de 1914 ? Nos migrants italiens ? Stupéfaits de voir dans quelle misère morale nous sommes maintenus par des gens qui, sans nous, crèveraient de faim, incapables de traire le pis d'une vache pour nourrir leurs enfants affamés. Stupéfaits de cette incompréhension qui se diffuse entre nous et le reste. La ruralité se meurt partout, physiquement par son nombre, mais aussi par ses valeurs. Nous sommes tour à tour taxés d'empoisonneurs - le mot est faible - pour le lait et le glypho, et récemment accusés de facteur d'innondation dans le bassin parisien, le bien nommé. Cet été, nous asseoifferons le monde par nos arrosages intempestifs. Faut-il nous justifier aux yeux de ces censeurs venus de la ville, ces trop pleins de soupe, ces gavés de bien-être animal, de principe de précaution, inverseurs de l'ordre naturel des choses. Tout vient de la terre et tout y retourne, le savent-ils ? Leur doctrine est servie par des Politiques pour la plupart pleutres et calculateurs. Faut-il baisser la tête, courber l'échine devant ces exemples de rien. Je m'interroge. Certains d'entre nous s'autoflagellent et récitent à tue-tête leur acte de contrition : « Oui, j'ai péché - oui j'ai honte - non je ne recommencerai pas – oui, je vais m'améliorer - oui les CIPAN (Culture Intermédiaire Piège À Nitrates) – oui l'azote dans le blé après le 15 janvier – oui, mon fumier, je ne l'épandrai pas entre le 1er janvier et le 31 décembre – oui la digue du lac – oui les bandes enherbées – oui, je tuerai mes veaux à la naissance (mais je les aurai bouclés auparavant 12 fois) – oui, je brûlerai mes canards à la Ferso – oui pardon – oui, je me pendrai avec une corde en chanvre 100 % naturelle – oui, je me ferai sauter la cafetière avec des cartouches sans plomb au cas où je sois atteint de saturnisme une fois mort… » C'est à l'infini. Jalousés, surveillés, suspectés, contrôlés, dénigrés, accusés, stigmatisés, s'agenouiller et demander pardon pour des crimes que l'on n'a pas commis, ce n'est pas le genre de la maison. Dans nos veines coule le sang de nos parents, c'est une évidence. Qu'il soit de Vénétie, de Volpago, de Saint-Barthélémy ou de Gascogne, il est marqué par un gène. Ce gène te dit « va semer, c'est l'heure », « va labourer », « va à la grange, le veau va naître ». Ce matin, il t'a dit d'aller mettre l'azote dans le blé. Ce gène, nous l'avons, pour la plupart, en héritage, un peu comme la terre. D'autres l'ont attrapé (mieux que pour les canards la grippe). D'autres l'ont importé, amélioré des Pays-Bas, d'Espagne ou du Portugal. Tous, nous le partageons. Tous, nous le transmettons. Parfois même, nous en faisons des triplés (famille Clavel). Dérèglement de génome ? Non, très bonne éducation des parents.

Que Dieu et le Crédit Agricole vous protègent les enfants, ce gène a une autre particularité. Non seulement il parle, mais il décide aussi pour vous. Il a décidé que l'année 2018 serait l'année du grand travail, du grand chantier. Madame la Directrice des territoires, vous nous faites l'honneur de votre présence sur notre territoire où nous en sommes les seuls directeurs, nous les paysans. Au mois de juin, quand le temps sera propice, avec votre autorisation ou pas, nous allons bâtir le lac sur notre territoire. On n'y peut rien, c'est comme ça, c'est le gène qui nous l'a dit. Vous pouvez nous comprendre, vous le portez ce gène. Affûtez vos tracteurs, réservez vos journées, chacun d'entre vous, de 7 à 77 ans, en mémoire de tous ceux qui sont passés avant vous, pour tous ceux qui viendront après nous, venez accomplir votre devoir tout simplement. C'est plus facile qu'il y a cent ans, non ? Nous n'avons rien à démontrer, rien à prouver car il s'inscrit dans le juste cours du temps, de la nature et de notre vie. Par nos gènes, nous en sommes seulement et uniquement les petites mains. Nous avons été placés sur Terre pour cela. Déroger à cela serait un sacrilège.

Mes amis, je souhaite vous retrouver tous grâce à Dieu en bonne santé l'an prochain en février 2019. Sur les rives du lac de Caussade, rempli de l'eau de l'hiver pour l'été, venu faire pousser la vie dans nos champs. Rappelez-vous :

Pas de mémoire, pas de paysan.
Pas de gène, pas de paysan.
Pas de paysan, pas de manger.

Serge BOUSQUET-CASSAGNE

Du bio oui, mais produit en France !

C'est vrai qu'en ces moments d'incertitudes où le prix des produits agricoles issus du conventionnel est relativement bas, beaucoup d'entre vous pourraient être tentés de vous tourner vers le Bio. Pourquoi pas ? Nous sommes déficitaires dans de nombreuses productions que nous devons importer d'autres pays où les règles de production ne sont certainement pas les mêmes que les nôtres.
Du bio oui, mais produit en France ! Cela pourrait être un slogan à afficher sur nos panneaux ! On sauterait du glyphosate au bio, c'est un peu paradoxal mais à la CR47, nous sommes décomplexés si je peux m'exprimer ainsi. D'ailleurs, j'ai été interpellé à ce sujet. Comme vous le savez, il est parfois difficile d'appartenir à un groupe de personnes où les idées ne sont pas forcément les mêmes. Dans ce cas, l'intérêt général doit prévaloir. C'est la réponse que j'ai donnée à mes interlocuteurs. En effet, dans ce département, 60 % des agriculteurs pensent ne pas pouvoir cultiver sans employer du glyphosate. Je comprends leurs inquiétudes, dans l'attente d'une nouvelle molécule. On doit comprendre également la peur du consommateur influencé par les médias à tort ou à raison. Le Lot-et-Garonne fait partie des premiers départements à avoir tenté le pari de l'agriculture biologique et cela ne se passe pas si mal pour certains d'entre nous. J'en profite, par la même occasion, pour remercier l'implication de la Chambre d'agriculture qui accompagne de nombreux agriculteurs dans cette aventure. Encore la semaine dernière, j'ai reçu un groupe d'une dizaine de personnes sur mon exploitation en présence de la conseillère Bio de la Chambre. J'ai constaté que la plupart des candidats sont plutôt jeunes, avec l'intention de monter un réel projet, dont les objectifs à atteindre leur permettront de vivre dignement de leur métier. Cette dernière phrase résume l'essentiel de notre engagement. « Vivre dignement de notre métier », cela veut tout dire.[…]

Pascal BOYER

Qu'il fait bon d'être paysan dans ce département !

Ce soir, c'est le banquet au village gaulois, au beau milieu d'une grande séquence syndicale. C'est particulièrement important, je dirais même « nourrissant » que ces retrouvailles. Vos porte-paroles voudraient vous annoncer la fin des hostilités et vous promettre des jours meilleurs. Quand nos ainés ont fait le blocus de Paris en scandant « des prix, pas des primes », qui aurait pu prédire que 20 ans plus tard, nous passerions le plus clair de notre temps syndical à militer pour des compensations financières ?

- « Monsieur le Ministre, l'ICHN en Lot-et-Garonne, c'est plus de 600 éleveurs, 6000 € en moyenne par exploitation... Ces coteaux nord du département concentrent 60 % des installations des jeunes. Les éleveurs laitiers ont eu récemment accès à cette ICHN et elle conditionne leur survie dans une conjoncture qu'il est inutile de rappeler. Beaucoup d'emplois indirects, une laiterie locale qui maintient, par son dynamisme, un bon noyau de laitiers. Pour les autres, une collecte menacée. Une double peine pour certains dont la commune vient d'être classée zone vulnérable. Tout cela programmerait l'arrêt de l'élevage. » Notre ami Chapolard de la FDSEA a eu une idée lumineuse : « On pourrait garder le classement Zone Défavorisée sans donner l'ICHN ». Cet argument additionné au petit vomi de communiqué de presse fustigeant les actions de blocage de la CR47 est peu digne d'un représentant syndical. Merci à nos Parlementaires, à Madame Le Préfet pour leurs interventions auprès du Ministre Stéphane Travert nous permettant d'accéder à la négociation conjointe avec la région Occitanie. Nous sommes en bonne voie et cela grâce à vous, à votre mobilisation de ces derniers jours.[...]

Autre sujet technique qui nous mobilise de façon plus régionale : les zones vulnérables. Au nom de l'harmonisation et dans des contraintes environnementales toujours mieux-disantes, il faut galoper les réunions pour tenter de faire valoir des spécificités départementales : Angoulême, Limoges, Bordeaux... et vas-y que je t'épuise ! Ici, on continuera d'appréhender la situation façon Coordination Rurale en anticipant les contrôles.

2017, petite réforme non sans conséquences pour notre département : plus d'élection prud'hommale mais des nominations. Historiquement, les employeurs de main-d'oeuvre avaient l'immense chance d'être représentés et défendus au Tribunal des Prud'hommes par Serge Bousquet-Cassagne et Christian Girardi. Une loi sur la représentativité syndicale nationale vient bafouer la démocratie paysanne de ce département. Laisser seuls les représentants de la FDSEA à la table des négociations salariales, en commission paritaire mixte serait une hérésie dans notre département. Les employeurs agricoles y sont Coordination Rurale, preuve faite par notre majorité historique au collège des employeurs de main-d'oeuvre de la MSA.

L'installation des jeunes : quand tu fais le choix du parcours aidé, on te passe au scanner, à l'IRM voire à la scintigraphie pour te nommer apte au métier ! Ce coup de pouce ne doit en rien motiver des orientations mais les soutenir. C'est le côté pervers des modulations. Les prêts JA ont

disparu et sont remplacés par des forfaits en fonction du montant des investissements. Enfin du bon sens et de la simplification administrative. Mais vous devez rendre compte de vos engagements. Rappelons que la Chambre d'agriculture de ce département est la seule à refuser cette mission de contrôle des jeunes installés. Vous accompagner, vous aider sur tous les sujets qui font votre quotidien mais pas vous contrôler, voilà notre volonté politique ! Votre banquier saura et devra faire le reste !
Un mot sur la formation agricole et nos lycées : samedi dernier, je me trouvais à Sainte-Livrade-sur-Lot pour la remise des diplômes. Un vrai bonheur que les témoignages des BTS ACSE sortants, tous en démarche d'installation ou salariés agricoles. L'apprentissage est bien la voie évidente pour nos futurs agriculteurs. Nous espérons sa réforme éminente pour encourager nos entreprises à former leur relève. Côté interne à l'établissement, nos exploitations retrouvent de leurs couleurs et les partenariats se multiplient sur le territoire.

La présence de notre Président National, Bernard Lannes, ici ce soir, nous rappelle que la Coordination Rurale est présente et active sur tous les sujets mais trop souvent dans une position minoritaire. Une année marathonienne nous attend, avec le portique des élections Chambre qui nous comptera. À nous d'oser, à nous de faire trembler les murs de la grande maison FNSEA !

Ici et grâce à vous, nous avons compris qu'il est plus accessible et efficace d'être fort chez nous. Cette démonstration n'est plus à faire et se renouvelle comptablement chaque année par vos adhésions. Qu'il fait bon vivre dans ce département de paysans « choyés », dans ce pays où le beau temps agricole dure sous la protection de la Coordination Rurale. Je voudrais rendre hommage à notre Président, Patrick Franken. Il fait preuve d'une grande endurance ; c'est pourtant pas le moins occupé d'entre nous tous ! Son courage syndical est singulier ; il ne recule devant rien. Merci Patrick de tenir encore un peu, encore un an ? Et pour la Chambre, on ne change pas une équipe qui gagne ! Comme un seul homme, nous marcherons derrière notre leader. L'homme de tous les défis ! L'abattoir de Villeneuve : on partait de loin et il fallait sa détermination pour tenir bon, pour ne pas fermer comme tous nos abattoirs voisins quand l'Administration tentait de nous égorger !

Ce soir, nous sommes là pour lutter contre la sinistrose. Nous sommes là pour relever la tête et reprendre force dans le regard de nos jeunes. Nous devons rester un syndicat fort et uni ; et là, je m'adresse à la génération qui monte, l'avenir vous appartient. Nous comptons sur vous et vous pouvez compter sur nous !

Sylvie GIRARD

100% Paysans - Coordination Rurale 47 - 271 rue de Péchabout - 47008 AGEN Cedex
tél : 05.53.87.90.14 - 47@coordinationrurale.fr - fax : 05.53.87.92.74

Liberté, liberté chérie

En 1992, certains d'entre nous ont lutté pour des idées, lorsque se profilait une réforme fondamentale de la PAC, qui n'était pas seulement un monstre technocratique, mais aussi un retour de nos professions aux temps contre lesquels elles s'étaient battues trente ans plus tôt.

Quand le sage montre le ciel , on peut voir la lune… ou le doigt !
On pouvait voir alors un simple ajustement technique à la donne internationale, et le mécontentement était de la simple inquiétude face au changement, sorte de réflexe bien nourri par les faits d'ailleurs d'une Administration dont les paysans se sont toujours méfiés. On pouvait voir aussi le retour du servage, la mise sous joug de la technostructure, l'extrême dépendance à laquelle les paysans retournaient, en remplaçant la valeur de leur travail reconnu dans celle de leurs produits, par des primes issues des impôts des citoyens, rapidement inacceptables par ceux-ci. Oui, on peut voir une chose ou l'autre. La partie émergée de l'iceberg , évidente… ou ce qui est invisible et souvent bien plus puissant, juste sous la surface. Se soucier de l'écume sur la plage… ou de la houle plus loin. Ceux qui ont vu le grand virage en 1992 n'étaient pas nombreux, pas bien plus qu'en 1941 ceux qui avaient refusé, contre vents et marées, et choisi de lutter… au péril de leur vie dans ce cas-là. La différence est de taille. D'autres ont géré, au nom du bon sens, du pragmatisme, de la nécessaire adaptation… ils ont eu le « sens des responsabilités ».

C'est assez édifiant de lire ces jours-ci les communiqués de presse des « gestionnaires », « des gens raisonnables », porteurs du bon sens, défenseurs de la cause agricole… qui commentent les manifestations de leurs collègues paysans. Oui, c'est assez édifiant. En d'autres temps, on imagine facilement que ceux-là n'auraient pas été dans les bois… Un jour dangereux terroriste et le lendemain génial révolutionnaire… ce n'est que l'histoire qui décide, bien plus tard. Le « bon sens » appellerait à plus de retenue, s'il était autre chose qu'une simple posture ! Les manifestations, les révolutions sont à leur départ une explosion, une expression diffuse de mal-être, de mécontentement, qui ont mille formes et sont tout sauf un projet. Le projet se construit ensuite, capté, théorisé par d'autres, plus ou moins fidèles à la cause… mais quelle est la cause ? Quel est son nom ? Les Zones Défavorisées ? Est-ce vraiment cela ? Officiellement, c'est cela… pour dire quelque chose. Mais réellement ? Je crois que c'est là l'expression de la colère du rat dans la nasse, en vie certes, mais pris au piège, qui donne des coups de tête inutiles de-ci de-là, mord les mailles solides de sa prison… mais sait bien au fond de lui que son salut était avant, avant de rentrer dans ce foutu piège.

Oui, nous sommes rentrés dans ce foutu piège en 1992.
Nous avons vu seulement le fromage qui nourrit dans ce piège et pas la nasse qui emprisonne. On ne refait pas l'histoire… mais on peut s'en inspirer, ne serait-ce que pour ne pas refaire à l'infini les mêmes erreurs. L'idéologie - car cela en est une, et surtout pas un projet construit, conscient, responsable - l'idéologie, qui a sous tendu le projet de 1992, est un fiasco retentissant, suffisamment de temps est passé depuis pour en juger. Le nouveau servage des paysans n'a servi rien ni personne, ni le budget, ni l'environnement, ni la démographie, ni l'autosuffisance alimentaire, ni permis la prospérité de quiconque, hormis celle d'une infime minorité. C'est un fiasco gigantesque. C'est une idéologie imbécile, et comme d'autres avant elle sont tombées, elle doit tomber aussi, aucun ajustement, aucune rénovation n'est possible, les fondations sont pourries jusqu'au cœur, il faut raser l'édifice… Encore faudrait-il avoir l'humilité de reconnaître s'être trompé, et ce n'est pas la moindre des difficultés !!! Et, il n'est pas certain que les pragmatiques, les travailleurs de l'ombre, les chantres du bon sens… soient les meilleurs ambassadeurs pour mener à bien un tel chantier.

« C'est une émeute, demande le roi ?… Non, une révolution Sire… »
Il n'y a de roi qu'avec le consentement du peuple, sa soumission en l'occurrence.
Sommes-nous capables de réfléchir à ce que nous sommes devenus ?
Sommes-nous capables de nous mettre à la place de nos parents qui ont connu les temps sombres et s'en sont libérés en imaginant une organisation généreuse, sobre et efficace ?
Sommes-nous capables d'imaginer leur regard sur nous qui laissons se commettre des horreurs en toute passivité ?
Que sommes-nous devenus ? Qu'est devenu pour nous le mot liberté ?
Pourrons-nous regarder plus haut et loin que la poussée de fièvre actuelle, l'appeler enfin par son nom… le dégoût et le refus du mépris de nous-mêmes ?
Non, pas d'esclave sans tyran. Mais ne serions-nous pas un peu éblouis par le tyran ? Comment se peut-il que nous restions si passifs dans nos organisations ? Autant solidaires du pire et toujours privés du meilleur ? Que nous déléguions avec autant de facilité la défense de nos intérêts à de faux-amis ? Que nous fassions des ponts d'or souvent à des dirigeants que nous choisissons et laissons ensuite sans contrôle ? Avons-nous si peu confiance en nous pour laisser pareille tragédie se dérouler en silence sous nos yeux aveuglés ? Quelle logique voudrait-elle que nous soyons toujours là pour le pire et privés du meilleur… sinon celle de notre héritage atavique du servage ?

Des hommes sont debout encore dans notre département, au moins, luttent, ne se laissent pas faire, parce que l'on n'a pas le droit de se laisser faire, parce qu'ils ont compris que ce qui nous animait au fond vraiment est… la liberté, qu'aucune compensation ne la vaut, et qu'elle seule est bonne cause, elle seule mérite notre action. Vivre pauvre et inquiet est un détail au regard de ce qui nous est proposé… être une bande anonyme de serfs muets, marchant la tête basse sous les quolibets du peuple qui lance des pierres. Nous méritons un autre sort… mais seul notre engagement confiant en fera réalité.

Jean-Michel RUCHAUD

HUMANIS : La mutuelle santé des exploitants agricoles

En Lot-et-Garonne, les exploitants agricoles peuvent bénéficier d'une complémentaire santé de groupe à des conditions très voisines de celles mises en place pour les salariés agricoles du Lot-et-Garonne. Cette complémentaire santé est négociée par les représentants de la CR47, dont vous pouvez faire partie.
La cotisation annuelle étant raisonnable, elle est accessible à tous. N'attendez pas d'être malade ou hospitalisé, rejoignez le groupe dès que possible. Vous avez la possibilité de la conserver (si vous le demandez) au départ à la retraite avec les mêmes avantages de groupe et une majoration de 50 %. Vous pouvez résilier au plus tard votre ancien contrat par lettre recommandée dans les 20 jours qui suivent l'émission de votre appel de cotisation (loi du 28/01/2005).
Plus d'informations, contactez le bureau de votre syndicat

au 05 53 87 90 14
ou par email : 47@coordinationrurale.fr

DERNIÈRES NOUVELLES

- Calamités agricoles :

Le kiwi va être ajouté à la liste des cultures éligibles aux calamités agricoles suite au gel d'avril 2017. Contactez Virginie Verstraete du service économie agricole de la DDT 47 pour plus de renseignements, tél : 05.53.69.33.33.

- Dégrèvement de la Taxe Foncière sur le Non-Bâti :

Un arrêté du 9 janvier 2018 confirme la reconnaissance du département du Lot-et-Garonne en calamité agricole suite aux épisodes de gel au mois d'avril 2017 en arboriculture et en vigne. Ce dégrèvement est accessible sur les mêmes critères que la reconnaissance en calamité agricole. Un dossier de dégrèvement de la Taxe Foncière sur le Non-Bâti peut être également déposé si vous avez eu des cultures fortement gelées non prises en compte dans le dispositif calamité (taux de spécialisation insuffisant). Votre dossier complet doit être adressé à la Direction Départementale des Finances Publiques **avant le 31 mars 2018**.

- MSA - Cotisations sociales des éleveurs de volailles de chair

Nous avons exprimé notre mécontentement concernant la non prise en compte des producteurs de volailles de chair, particulièrement touchés par les restrictions réglementaires sanitaires liées à l'épisode de grippe aviaire H5N8 de 2017. Les producteurs de volailles ont connu des vides sanitaires à rallonge, des pertes d'exploitation considérables liées au maintien prolongé de lots de volailles sur les exploitations et ce, sans indemnisation possible de la part de l'État. Nous jugeons l'oubli de soutien à cette filière de la part de la MSA purement scandaleux. Aussi, la Coordination Rurale 47 a demandé à la MSA de pallier à ce manquement, sans attendre la prochaine campagne, en sollicitant les fonds propres de la MSA au bénéfice des éleveurs avicoles.

- Contrôle des GAEC

La DDT 47 annonce la réalisation des suivis de conformité des GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun). L'ensemble des GAEC va être contrôlé sur 4 ans, soit environ 60 GAEC par an. Le contrôle consiste à compléter un questionnaire et fournir des justificatifs. Une nouvelle obligation de l'Europe, disent-ils pour s'en justifier. En cas de difficulté, contactez votre syndicat.

- Taxe Fiscale Affectée

La situation très difficile de l'agriculture française, ici en particulier celle des céréaliers, la baisse des aides PAC, la baisse du prix des cérérales, les distorsions de concurrence et la récente demande de la Cour des Comptes qui appelle à la suppression de la taxe sur les céréales dans son rapport annuel 2018 paru le 07 février dernier, justifient et appuient la demande de la Coordination Rurale à supprimer cette taxe TFA. La motion présentée à la session de la Chambre d'agriculture de Lot-et-Garonne du 27 février dernier a été votée à l'unanimité.

ENVOYEZ-NOUS VOTRE ADHÉSION 2018 !

CR 47 Agriculteurs Responsables

J'ADHÈRE À LA CR 47

2018

Retournez ce coupon d'adhésion accompagné d'un chèque de 50€ à :

Coordination Rurale 47
271 rue Péchabout - 47008 AGEN Cedex

Vous recevrez en retour un reçu avec votre carte d'adhérent et tous les mois 100 % Paysans, le journal de la CR 47

Nom/prénom : .....

Société : .....

Adresse : .....

.....

Téléphone : .....Portable : .....

Mail : .....

Bureau à votre disposition du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30.

Contact : 05 53 87 90 14 - 07 63 40 61 61 - Fax : 05 53 87 92 74

Mail : 47@coordinationrurale.fr

Vous êtes :

- ☐ Céréalier
- ☐ Maraîcher
- ☐ Éleveur,

précisez : .....

- ☐ Pruniculteur
- ☐ Arboriculteur
- ☐ Viticulteur
- ☐ Pépiniériste
- ☐ Producteur de semences
- ☐ Autres,

précisez : .....

Employeur de main d'oeuvre :

- ☐ permanente
- ☐ saisonnière

Vente directe	Production bio
☐ oui	☐ oui
☐ non	☐ non

www.coordinationrurale.fr
Accueil > Le terrain > Nouvelle-Aquitaine > CR 47